

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

AVRIL 1966

Chez CITROËN .

Pendant longtemps, la direction de CITROËN a fait la chasse aux militants syndicaux. Depuis quelques années, son ardeur s'est calmée et elle a même laissé la gestion des oeuvres sociales aux syndicats.

Les organisations syndicales avaient donc la possibilité de s'implanter dans les diverses usines du " trust ". Elles pouvaient même profiter des erreurs faites ailleurs. Mais leur action chez Citroën prouve que les directions syndicales ne font pas seulement des erreurs: ce sont leurs buts mêmes qui sont différents de ceux des travailleurs.

Gestion des oeuvres sociales et action ouvrière.

L'objectif essentiel des syndicats semble être le développement des oeuvres sociales.

En 1965, leur grand succès a été l'offre d'un repas amélioré pour le 1er mai. Il est facile d'ironiser et de s'indigner en rappelant que ce jour a été, dans le passé, une grande journée de lutte et que le fêter par un repas "amélioré" est faire preuve d'un certain cynisme.

Renonçant à parler de lutte de classe à des marchands de soupe, nous nous contenterons d'apprécier leur gestion. Peu après l'historique "repas amélioré" les prix des repas dans les selfs, cantines et restaurants étaient augmentés.

Dans " Activités ", son organe mensuel, le Comité d'Entreprise a essayé de justifier cette augmentation par un déficit mensuel de 7 à 8 millions d'anciens francs par mois. Mais en prenant la gestion des cantines, les syndicats savaient que la Direction restait maîtresse des subventions accordées au Comité. En fait, la Direction n'a eu qu'avantage à laisser la gestion des oeuvres sociales aux syndicats car cela lui a permis de détourner sur eux l'impopularité des augmentations, et cela sans dépenser un sou.

Les brillants résultats des syndicats au Comité d'Entreprise ont leur équivalent sur le plan revendicatif.

Ainsi, à Citroën-Asnières, la C.G.T. a "rendu-compte" dans un tract (bel élan démocratique) de la réunion mensuelle des délégués du personnel avec la Direction qui avait eu lieu le mercredi 9 mars. On apprend que la Direction a répondu :

- sur l'augmentation des salaires horaires de 40 anciens francs immédiatement: elle fait ce qu'elle peut, quand elle le peut....

- sur la réduction du temps de travail de 3 heures par semaine sans diminution de salaire: ce n'est pas possible.

Devant ces refus, le syndicat a trouvé la riposte et, dans son tract, lance comme mot d'ordre: " signez et faites signer les listes de pétition " qui vous seront présentées le mardi 15 mars ".

Effectivement, ce jour là, à l'entrée de l'équipe du soir, des hommes de bonne volonté arrêtaient les travailleurs avec des phrases de bon vendeur: " pour les salaires, une petite signature, Monsieur, Madame ". Les rares ouvriers qui s'arrêtaient étaient mitraillés par les photographes: ce qui, soit dit en passant, inspirerait confiance si, comme l'affirment les syndicats, la Direction était une direction de combat.

Les résultats.

La politique dérisoire des syndicats ne peut même pas se justifier par l'efficacité.

Le 29 janvier 1966, une assemblée générale des syndiqués C.G.T. des Usines Citroën du Département de la Seine s'est tenue rue Jean-Pierre Timbault. Une centaine de travailleurs seulement y assistaient sur 30.000 ouvriers environ employés par Citroën dans la région parisienne.

Encore une partie de l'assistance était-elle composée de travailleurs représentant une opposition organisée qui ont critiqué l'orientation vers la gestion des oeuvres sociales, ainsi que des points de détail comme le caractère illisible du journal du syndicat.

Si les travailleurs ne militent pas dans les syndicats, comme c'est le cas dans les autres entreprises, ils ne votent pas non plus pour eux, ce qui est plus original. Aux élections des délégués du personnel, le quorum de 50% est rarement atteint.

Il est vrai qu'autour des années 50, la Direction entravait le déroulement des élections et que de tels faits se produisent encore à la nouvelle usine de Rennes, ainsi qu'à l'usine d'Ivry depuis que Citroën a repris cette boîte à Panhard-Levassor.

Mais à Asnières, par exemple, les élections sont organisées à peu près régulièrement. La désaffection des travailleurs doit donc avoir d'autres causes.

Dans un tract diffusé au mois de mars, le syndicat C.F.D.T. fait un effort appréciable pour comprendre la situation. Après avoir fait une description pessimiste mais juste de la situation des ouvriers chez Citroën, ce syndicat écrit :

" Tout peut pourtant changer à condition

" - que chaque travailleur ne soit plus seul devant l'énorme machine administrative qui achète notre "sagesse" par quelques avantages sociaux que d'autres travailleurs ont bien souvent déjà acquis dans d'autres entreprises par l'action;

" - que chacun ne se berce pas de l'illusion de "s'en sortir seul", car il ne s'en sortira pas sans avoir renié ses copains, sans s'être coupé de cette classe ouvrière que les patrons veulent productrice à outrance, mais docile à volonté;

" - Que tous soutiennent les quelques camarades qui ont le courage de les défendre, et ne profitent pas des délégués ou des syndicats comme d'un "bureau d'aide sociale".

" Les organisations syndicales, parfois maladroitement, essaient d'exprimer nos soucis, mais seules, elles ne peuvent faire des miracles. Sans l'appui des travailleurs, elles ressemblent à un gosse qui voudrait percer un mur de béton avec la pointe de son canif. "

Malheureusement, les conclusions ne sont pas à la hauteur de l'analyse. Il est bien d'appeler à la lutte de classe et de se réclamer de la démocratie ouvrière; mais il ne faut pas, en même temps, pratiquer la collaboration de classe à outrance et demander leur avis aux travailleurs tous les 3 ou 4 ans seulement.

Les travailleurs préfèrent regarder ce que font les dirigeants syndicaux plutôt qu'écouter ce qu'ils disent. Et ceci explique que l'appel final de la C.F.D.T. au renforcement des organisations syndicales restera vain.

C'est dans une autre voie qu'il faut s'orienter.

Ce qu'il est possible de faire.

Il est exact que, chez Citroën, un grand mouvement n'est pas pour demain. Des augmentations de salaire importantes et, à plus forte raison, une diminution du temps de travail sans perte de salaire ne seront pas obtenues dans les limites de l'entreprise.

Mais il y a au moins deux points sur lesquels il est possible de faire quelque chose.

D'abord les augmentations (dérisoires) de salaire qui sont accordées de temps en temps sont toujours hiérarchisées. Par exemple, la prime de 3 mois a été fixée, le 8 novembre 1965, à 2 francs par jour pour les manoeuvres, 2,40 francs pour les O.S. et 2,80 francs pour les professionnels. Chaque travailleur comprend pourtant qu'une telle prime devrait être la même pour tous.

Ensuite, ce qui caractérise la vie de tous les jours chez Citroën, c'est le pouvoir absolu de la direction. Par exemple, à Javel les horaires de sortie fixés à 17 heures 45 sont parfois portés à 18 heures quand la production l'exige et les ouvriers ne sont prévenus que peu de temps avant.

Ou bien, quand une chaîne tombe en panne et provoque des arrêts partiels ou totaux allant du quart d'heure à l'heure, la Direction n'hésite

pas à accélérer les cadences et même à prolonger la journée de travail d'une durée identique à celle de l'arrêt.

Enfin, ce qui est encore plus grave, Citroën envisage maintenant d'étendre et de généraliser le travail en équipes.

Chaque ouvrier comprend la nécessité de mettre fin aux abus de pouvoir de la Direction. Là aussi il est possible d'organiser une lutte sur des points précis.

Mais cette lutte seuls les travailleurs eux-mêmes peuvent la mener. Lorsqu'ils veulent agir, ils peuvent se grouper dans un atelier et entrer en contact avec les ateliers voisins. Ces regroupements doivent rassembler les ouvriers, qualifiés ou non, sans différence de qualification ou de nationalité, ce dernier point étant vital chez Citroën. Espagnols, Algériens, Français ou autres: tous ont leur place dans la lutte commune.

Nous savons aussi que le travail d'organisation que nous proposons de mener n'est pas facile sans appui extérieur. Notre groupe est là pour aider ceux qui sont d'accord avec le sens de cet article. Chaque travailleur qui veut rompre son isolement peut nous écrire.

A
"A travail égal, salaire égal."

C'est ce que réclament les ouvrières de la F.N., Fabrique nationale belge d'armes de guerre, située à HERSTAL. Dans cette entreprise d'armement, la discrimination dont souffrent les ouvrières est en effet particulièrement criante: alors que le salaire horaire moyen du manoeuvre est de 3,97 francs français, celui de l'ouvrière est de 3,40 francs. Et tandis que l'ouvrier réviseur touche 4,30 francs, l'ouvrière qui accomplit la même tâche reçoit royalement 3,20 francs. Et les employeurs d'affirmer qu'une telle différence est due au fait que la productivité des femmes est plus faible que celle des hommes à cause de leur absentéisme.

Pour donner plus de poids à leur réclamation, les ouvrières, au nombre de 3.000 se sont mises en grève le 16 février. S'il n'avait tenu qu'aux syndicats, socialiste et chrétien, on en serait resté aux paroles. Mais les femmes, elles, ont agi et les syndicats ont appuyé le mouvement... une fois qu'il était lancé.

La direction n'ayant pas cédé, les grévistes ont décidé le 15 avril dernier de poursuivre leur mouvement aussi longtemps qu'elles n'auraient pas obtenu satisfaction. La production de l'usine, notamment celle des cartouches et des armes légères, est en grande partie arrêtée et, d'après "LE PEUPLE", l'armée belge est privée de ses fournitures provisoirement car l'usine n'arrive même plus à tenir ses engagements auprès de ses clients étrangers: les Etats-Unis en particulier. Car, effet indirect mais important de cette grève, elle gêne l'action des impérialistes

au VIET-NAM; voilà qui est plus efficace que toutes les déclarations et marches pacifistes.

Le mouvement est d'autant plus inquiétant pour les patrons de l'usine que les ouvriers ont refusé, par solidarité, de se charger du travail effectué jusqu'à présent par les grévistes. Celles-ci, qui sont maintenant près de 4.000, ont vu leur exemple suivi: environ 1.500 ouvrières travaillant dans d'autres industries se sont également mises en grève. Quant à l'aide des syndicats, elle est particulièrement précieuse et efficace: des délégués ouvriers des pays du Marché Commun et d'Autriche sont venus apporter "leur sympathie" aux grévistes; c'est sans nul doute ces marques de sympathie qui ont amené les grévistes à décider de poursuivre leur mouvement.....

Extrait d'une lettre d'un camarade de MARSEILLE :

" La dernière manifestation de masse a été la marche des métallos des Chantiers de Port-de-Bouc, de La Seyne et la Ciotat au mois de février, sur Marseille.

" L'ordre bourgeois a été respecté de A à Z. Les prolos chantaient quelques couplets de "la Marseillaise", qu'à certains moments les marseillais du trottoir reprenaient en chœur. J'ai vu un vieil ouvrier essuyer deux larmes. Si on avait lancé l'Internationale, l'ambiance aurait été formidable. Mais comment se faire entendre dans ce concert de lamentations: "Charlot des sous" ou "Non aux licenciements" étaient le leitmotif sur toutes les lèvres. Les délégations cégétistes ouvraient la marche en tenant divers drapeaux...tricolores. Quant à elle, F.O. brandissait des drapeaux rouges. A ne plus rien comprendre....

" Bien entendu, les divers cortèges, après s'être concentrés sur la place de la Joliette pour le meeting, se sont dispersés dans "le calme et la discipline ouvrières". La circulation avait été stoppée quelques instants, mais grâce à l'obligeance bonhomme des flics (Avec nous!) les bouchons étaient vite résorbés. Le lendemain; l'organe du P.C. triomphait.

" Les métallos de Port-de-Bouc, eux, sont allés bosser à la Ciotat distante de 80 kilomètres.

" Après pareille trahison, on nous parlera d'entrer à F.O. pour consolider les minorités révolutionnaires et défendre la Charte d'Amiens."

: | " LUTTE DE CLASSE " est distribué tous les mois à la porte de l'usine, mais tu ne le reçois pas toujours, vu les changements d'équipe ou d'horaire.

: | Pour le recevoir régulièrement par la poste (gratuitement) remplis les rubriques ci-dessous, et renvoie cette feuille à l'adresse indiquée au dos.

: | Envoie-nous également l'adresse d'autres travailleurs qui seraient intéressés.

: | NOM (en lettres d'imprimerie) :

: | ADRESSE :

: | Notre but est de permettre aux travailleurs, non seulement de s'insérer, mais de faire entendre leur voix. " LUTTE DE CLASSE " est à ta disposition pour donner ton avis, ou publier des nouvelles de ton entreprise.

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où la **classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploiters d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer **aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers »**. En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefsillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique par les travailleurs qu'elle concerne ;
- que là où une tâche doit être confiée à des délégués, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploiters.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : **Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX^e.**